



Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe

Après la reprise de l'activité observée depuis deux ans, l'année 2008 est marquée par un retournement de tendance illustré par une dégradation progressive de la conjoncture économique dans le département. Les tensions inflationnistes à l'oeuvre dans les services, l'alimentation et les produits pétroliers ont amputé le pouvoir d'achat des agents économiques et ont pesé sur une demande déjà en retrait. Dans un contexte du marché du travail moins favorable, la vulnérabilité des ménages et des entreprises s'est fortement accrue, comme en témoigne la tendance générale à la hausse du nombre de confiscations de cartes bancaires, d'interdits bancaires, d'incidents de paiement sur effet ou de radiations d'entreprises. Les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la construction ont enregistré des niveaux d'activité bien en deçà de ceux relevés en 2007. Seuls les dirigeants du secteur des services aux entreprises ont affiché une légère amélioration de leur activité sur l'année par rapport à 2007, même si ce secteur semble à son tour connaître des difficultés au 4^{ème} trimestre 2008, entraînant une chute du volume d'affaires et de l'effectif du secteur. L'activité a en outre été influencée au 4^{ème} trimestre 2008 par la grève des transporteurs en décembre, résultant de revendications sur l'abaissement des prix des produits pétroliers compte tenu de la baisse du cours du baril de Brent.

I- INDICATEURS MACROECONOMIQUES

1- Le niveau général des prix

L'année 2008 a été caractérisée par un phénomène d'accélération discontinue du coût de la vie, qui s'est estompée au 4^{ème} trimestre à la suite de l'abaissement des prix des produits pétroliers. L'indice des prix atteint ainsi à fin décembre une progression plus modeste (+1,6 % sur un an), après avoir atteint un pic de 3,4 % en août, plus haut niveau depuis trois ans. En moyenne sur l'année, le taux d'inflation atteint 2,2 % (contre + 2,1 % en 2006 et + 1,4 % en 2007) ; cette accélération s'explique principalement par l'augmentation des prix des services (+ 2,5 %) et de l'alimentation (+ 4,1 %) qui contribuent pour 4/5^{ème} à la progression générale des prix.

Les prix de l'énergie n'occupent que la 3^{ème} place en matière de contribution à la hausse du niveau général des prix. Impactés par les évolutions du cours du baril du Brent, les prix des produits pétroliers, principal poste de l'énergie, enregistrent une hausse moyenne de 4,4 % par rapport à 2007. Cette moyenne lisse les fortes variations de prix relevées durant l'année : +10,4 % sur un an en août et septembre, contre -11,4 % en décembre.

2- L'emploi

La situation du marché du travail s'est progressivement dégradée pendant l'année 2008, alors que 2007 avait marqué une amélioration après deux années avec des niveaux de chômage particulièrement élevés¹. Entre janvier et novembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie 1 a progressé de 0,2 % en moyenne², contre un recul de 0,6 % en 2007. La DTEFP enregistre 41 980 demandeurs de catégorie 1 en novembre 2008, soit + 1,3 % en glissement annuel. Cette hausse est essentiellement expliquée par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (+12,8 % sur un an) et de moins de 25 ans (+2,8 % sur un an). L'évolution du nombre d'offres d'emploi en fin de mois corrobore cette tendance à la dégradation du marché du travail en enregistrant une baisse de 11,7 % par rapport à novembre 2007.

Depuis fin 2005, le nombre d'allocataires du Revenu minimum d'insertion (RMI) recule en Guadeloupe, avec une baisse plus prononcée au dernier trimestre 2008 (- 8,2 % en glissement annuel à fin décembre). Ce phénomène peut être mis en relation avec la hausse du nombre de contrats d'accompagnement dans l'emploi (+12 % par

¹ Le taux de chômage au sens du BIT en juin 2005, juin 2006 et juin 2007 s'élevait respectivement à 26,0 %, 27,3 % et 22,7 % (enquête emploi INSEE).

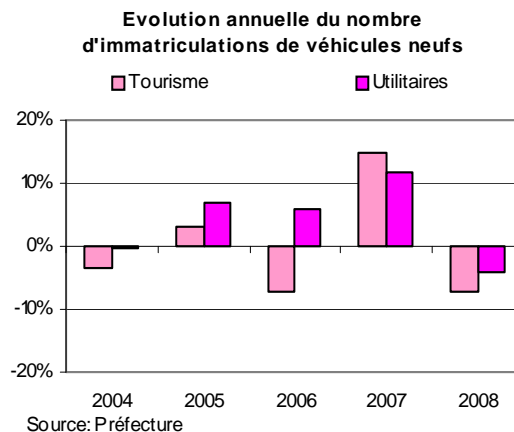
² Données CVS.

rapport à 2007) et avec l'augmentation de la part de ces contrats signés par les bénéficiaires du RMI (+3 points entre 2008 et 2007).

3- La consommation des ménages

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont globalement orientés à la baisse depuis le début de l'année, affectés notamment par la progression des prix dans l'alimentation de 5 % en moyenne sur les 3 derniers mois comparativement à 2007 (et de 2,5 % pour les produits frais).

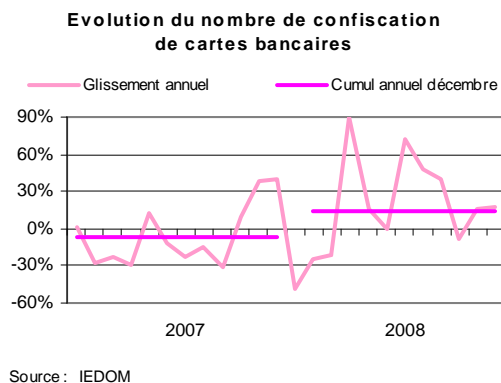
Contrairement à l'hexagone où la décélération de l'inflation intervenue dès le mois de juillet³ a été prise en compte par les agents à partir de septembre (soutenant ainsi le niveau de consommation en France), la hausse des prix ne s'est atténuée en Guadeloupe qu'en décembre, sans impact instantané sur le pouvoir d'achat des ménages en 2008⁴. Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement ménager enregistrent des variations respectives de -2,6 % et + 2,2 % en valeur et de -11,1 % et +2,4 % en volume (en données cumulées à novembre 2008). Face à un marché de l'automobile en perte de vitesse au regard du nombre d'immatriculations recensées⁵ et aux tensions persistantes sur le pouvoir d'achat, le recours aux crédits à la consommation s'est légèrement resserré en septembre (+4,9 % en glissement annuel contre +5,7 % en moyenne sur 3 ans).



La consommation d'électricité reste pour sa part relativement stable sur un an (- 0,7 %), avec respectivement -0,1 % pour la consommation basse tension et -1,8 % pour la consommation moyenne tension.

Parallèlement, on constate un accroissement significatif de la vulnérabilité des ménages, à travers les progressions du nombre de retraits (confiscation) de cartes bancaires (+ 13,8 % sur un an) et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+2,6 %). En revanche, le nombre de dossiers reçus à la commission de surendettement recule de 3,3 % par rapport à 2007, malgré la forte accélération relevée en fin d'année (+63 % entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre).

Les données relatives aux versements et prélèvements de billets opérés auprès de l'IEDOM laissent envisager un comportement d'encaisses de précaution adopté par les ménages guadeloupéens, perceptible en fin d'année⁶. En effet, l'émission nette cumulée de billets enregistre une progression en glissement annuel de 16,9 % en volume (et de 17,1 % en valeur), marquée par une accélération au 4^{ème} trimestre (+69 % sur un an) résultant d'une baisse accentuée du nombre de billets reçus par l'IEDOM, en particulier pour les coupures de 20 et 500 €.



4- L'investissement des entreprises

Depuis le 2^{ème} semestre 2007, les intentions d'investissement apparaissent en berne compte tenu de l'environnement économique peu favorable. Cependant, le rythme de croissance en glissement annuel de l'encours des crédits d'investissement reste à un niveau soutenu malgré un léger tassement en septembre (+13,3 % contre 15,1 % en moyenne sur 3 ans)⁷; les encours distribués par les établissements locaux sont quant à eux en forte accélération (18 % en 2008 après 13 % en 2007).

³ La France a enregistré en juillet un pic d'inflation à 3,6 % en glissement annuel, avant de redescendre à 1 % en décembre 2008.

⁴ Si l'inflation basse perdue en 2009, les ménages modestes en Guadeloupe qui ont été fortement pénalisés par la hausse des prix en 2008, pourraient bénéficier en 2009 de l'effet combiné de cette faible inflation et de l'indexation d'un certain nombre de prestations sociales basées sur les prix élevés de 2008. Cependant, ces effets positifs pourraient être contre balancés par des conséquences négatives sur l'évolution des revenus en cas d'augmentation du chômage.

⁵ Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs, recensé par les services de la Préfecture, enregistre une baisse annuelle de 7,6 % par rapport à 2007.

⁶ Ce comportement viendrait se juxtaposer au phénomène d'utilisation des paiements par carte bancaire à la place de la monnaie fiduciaire.

⁷ Source : données BAFI.

Au cours de l'année, un comportement attentiste de la part des entreprises s'est développé, face aux incertitudes liées aux dispositions fiscales du projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM).

En parallèle, les autres indicateurs, tels que le nombre total d'attestations du Consuel⁸ concernant les locaux commerciaux et industriels ou les immatriculations de véhicules utilitaires, enregistrent des hausses respectives de 5,9 % et 2 % sur un an (contre 9,7 % et 7,1 % entre 2006 et 2007).

Dans un contexte conjoncturel moins favorable, la vulnérabilité des entreprises s'est fortement dégradée sur l'année : +24,1 % d'incidents de paiement sur effet, +42,8 % de radiations d'entreprises et +8,8 % de personnes morales en situation d'interdit bancaire. Ainsi, sous l'effet d'une accentuation de leurs difficultés de trésorerie, les entreprises ont accru significativement leurs recours aux crédits d'exploitation (+11,2 %) dont +18 % sur les comptes ordinaires débiteurs.

II- TENDANCES SECTORIELLES

1 – Le bâtiment et travaux publics/Industries

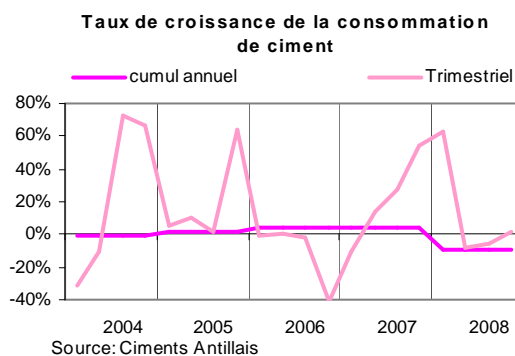
Contrastant avec les résultats obtenus en 2007, le dynamisme du secteur s'est tassé tout au long de l'année, enregistrant un alourdissement des charges puis un allègement des effectifs associé au ralentissement dans le démarrage des nouveaux chantiers (en particulier pour la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre). Confirmant les prévisions des professionnels au trimestre dernier, l'activité du secteur de la construction est restée en retrait au 4^{ème} trimestre.

L'année a été marquée par la flambée des cours mondiaux des matières premières au 1^{er} semestre (aluminium et cuivre) et la grève des transporteurs de granulats qui a engendré des perturbations dans le processus de distribution du ciment. Les statistiques relatives à la consommation de ciment s'inscrivent en fort repli sur l'année (- 9,3 % en 2008, avec -1,4 % à décembre, en variation trimestrielle), après une progression marquée depuis fin 2006.

Les attestations délivrées par le Consuel pour les logements confirment cette tendance, avec un recul de 3 % (contre une hausse de 6,6 % entre 2006 et 2007). Les encours de risques contractés par le secteur en décembre ont augmenté de 9,2 % sur un an, atteignant 231 millions d'euros (contre +40,7 % l'année précédente), enregistrant une progression moindre du hors bilan (+11,5 %) et des encours à moyen et long terme (+14 %).

Malgré des prévisions d'activité plus optimistes dévoilées par l'annonce du plan régional de relance de l'économie guadeloupéenne, avec la mise en place d'investissements conséquents en matière de bâtiments publics et de logements, les chefs d'entreprise envisagent une poursuite du climat morose dans leur secteur pour le 1^{er} trimestre 2009, accompagnée d'une forte réduction des effectifs.

Les professionnels du secteur des industries, dont l'activité est étroitement liée à celle du BTP, ont de même enregistré une diminution de leur volume d'affaires et demeurent prudents quant à son évolution pour 2009.



2 – Les industries agroalimentaires

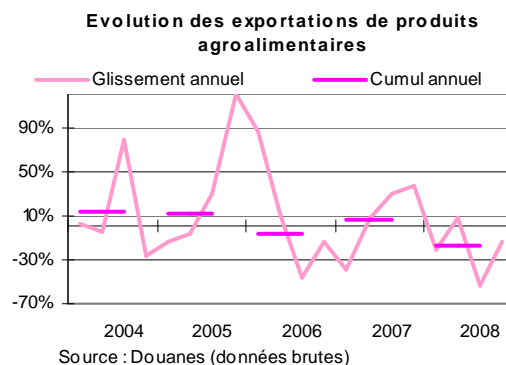
Sur l'année, l'industrie agroalimentaire enregistre une activité globalement en baisse. On peut observer, d'une part, des résultats moindres pour la campagne sucrière au 2^{ème} trimestre (-21 % de sucre) et, d'autre part, une baisse des productions de farines et d'aliments de bétail en terme de tonnage par rapport à 2007 (+5,2 % et +6,7 % sur l'année par rapport à 2007 contre 13,4 % et 10,4 % l'année précédente).

Les industries rhumières, à la suite de l'obtention du contingent additionnel fin 2007, ont augmenté leurs exportations de 30 % par rapport à 2007 pour le rhum agricole et de 7,5 % pour le rhum industriel.

⁸ Attestations délivrées lors de l'achèvement des constructions.

Malgré un tassement enregistré au 4^{ème} trimestre, les exportations de bananes ont augmenté de 17,6 % par rapport à 2007, année enregistrant le plus faible niveau d'exportation depuis plus de 10 ans suite au passage du cyclone Dean en août 2007. Le volume d'exportations, atteignant 44 570 tonnes en 2008, a retrouvé son niveau de 2006 (44 520 tonnes).

Les exportations de produits agroalimentaires, impactées par les moindres résultats de la filière sucrière, ont reculé globalement de 16,7 % en valeur par rapport à 2007 (données brutes).



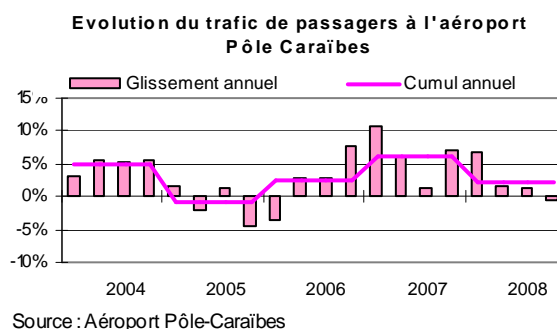
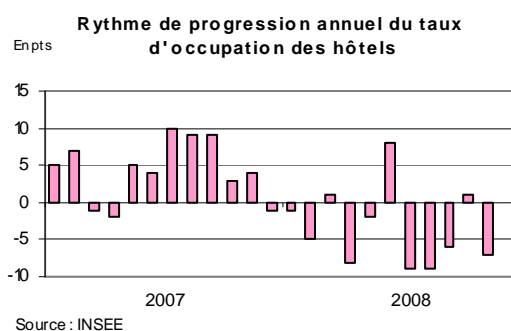
3 – Le tourisme

Les soldes d'opinion des professionnels du tourisme sont restés orientés à la baisse au cours de l'année ; ils déplorent une diminution de la fréquentation de l'île (la clientèle métropolitaine privilégiant d'autres destinations comme les pays de la Caraïbe ou l'Amérique du Nord compte tenu du cours du change favorable en zone dollar). L'activité hôtelière du département a ainsi fortement ralenti, avec des taux d'occupation moyen en retrait par rapport à l'année 2007 : -8 pts en avril, -9 pts durant l'été et -7 pts au mois de novembre.

Le trafic passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes progresse de 2,5 % en 2008, après 6,2 % en 2007 et 2 % en 2006, atteignant 1 910 433 personnes. Le nombre de touristes de croisière affiche pour sa part une augmentation annuelle de 25 %.

Les résultats du trafic aéroportuaire du mois de décembre, correspondant au début de la haute saison touristique, ont enregistré un recul de 5,5 % comparé à décembre 2007. Cette contraction a résulté d'une baisse du trafic au niveau régional (-10 % avec la Martinique et la Guyane) et avec la métropole (-4 %).

En fin d'année, les professionnels du secteur sont restés inquiets de l'alourdissement de leurs charges face à une éventuelle baisse des exonérations des charges patronales prévue par la nouvelle loi programme. En janvier 2009, les trois principales compagnies aériennes desservant la Guadeloupe ont signé des chartes d'engagement volontaire pour une durée de 3 ans, portant notamment sur la mise en place d'un quota de 15 % de sièges au tarif le plus bas, entre juin et septembre 2009.



4 – Les services

Après avoir joui de cinq trimestres consécutifs de hausse d'activité depuis mi-2007, les chefs d'entreprise du secteur des services font état d'une baisse de leur volume d'affaires au 4^{ème} trimestre 2008, en accord avec les anticipations du trimestre précédent. Cette détérioration de l'activité s'accompagne d'une diminution conséquente du prix de vente, des effectifs et d'une dégradation des délais de paiement. Les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2009 vont dans le sens du renforcement de cette tendance.